

les titres aux États et non plus *via* le marché secondaire. Une fois rachetée, la dette pourrait être tout simplement en partie annulée sous forme de dons aujourd'hui déjà autorisés. Ces annulations doivent être faites sous conditions d'utilisation des fonds ainsi dégagés au financement par exemple de la transition écologique ou au renforcement des services publics.

– Cette dette pourrait également devenir perpétuelle courant à l'infini sans qu'il y ait remboursement du capital mais seulement des intérêts. En pratique ces dettes finissent toujours par être soldées par un remboursement du capital. Cependant, avec le temps écoulé et l'inflation, ce capital ne représente généralement plus grand-chose au bout de quelques décennies.

Mais il est aussi indispensable de frapper très durement les spéculateurs et mettre à contributions les institutions financières, les assurances, les fonds spéculatifs par un ou des prélèvements spécifiques

et coercitifs en France et à l'échelle européenne. Il faut aussi favoriser l'épargne populaire (livret A, LDD, LEP...) à condition que cette épargne soit de nouveau entièrement collectée par la Caisse des dépôts et utilisée directement pour financer des investissements de long terme en réponse aux besoins d'utilité publique et sociale comme le logement (la Banque de France a publié le montant total de l'épargne des ménages : il s'élevait à 5 367 milliards d'euros au troisième trimestre 2019).

Sans être exhaustif, il apparaît clair que de nombreuses solutions existent pour sortir de l'hystérie autour de la question de la dette. Mais n'en doutons pas, seul le rapport de force permettra de faire bouger les lignes. Cette note se limite à la question de la dette mais il y a d'autres instruments pour sortir par le haut de cette crise et notamment la nécessaire réforme fiscale de grande ampleur qui pourra faire l'objet d'une prochaine note. ■

Débats contemporains sur la monnaie

Denis Durand

Longtemps, les questions monétaires sont restées obscures aux yeux de la plupart des citoyens. Il serait plus exact de dire qu'ils en ont été méthodiquement éloignés car le monopole du pouvoir sur l'utilisation de l'argent est constitutif du mode de production capitaliste. Mais la crise du capitalisme mondialisé et financiarisé contemporain peut ouvrir des brèches dans ce pouvoir. Dans la crise sanitaire et économique, sept milliards d'habitantes et d'habitants de la planète ont pu constater depuis six mois que seule l'action des banques centrales a permis d'éviter un effondrement de l'économie mondiale : nul ne peut douter que l'utilisation de l'argent soit une question qui concerne chacune et chacun d'entre nous.

C'est ce qui explique l'intérêt nouveau que suscitent, dans des cercles de plus en plus larges, les controverses économiques et politiques contemporaines autour de la monnaie. Politiques monétaires « non conventionnelles », taux d'intérêt négatifs, *quantitative easing*, « théorie monétaire moderne »... Objet de controverses depuis les origines de la pensée économique, la monnaie est aussi au cœur d'enjeux politiques contemporains. Cet article tente d'être utile à la bataille militante sur ce terrain en rappelant quelques points de repères inspirés des découvertes de Marx et des analyses de Paul Boccara.

Deux conceptions aujourd'hui dominantes de la monnaie

Deux traditions opposées dominent la pensée économique sur la monnaie.

La monnaie, un simple rouage du marché ?

Une première tradition considère la monnaie comme un moyen technique de fonctionnement du marché, servant à résoudre le problème de la « double coïncidence des besoins » entre échangistes ayant à la fois des besoins différents et des produits différents à vendre. Comme les transactions se font

par l'intermédiaire d'un échange de monnaie, le vendeur d'une marchandise A qui souhaite acquérir une marchandise B n'a pas besoin de partir à la recherche d'un vendeur de cette marchandise B qui, par chance, souhaiterait précisément acquérir la quantité adéquate de marchandise A. Il suffit qu'il vende sa marchandise A à qui possède de l'argent pour la payer, et qu'il se tourne ensuite vers quiconque est prêt à vendre de la marchandise B.

La circulation de monnaie n'est ici considérée que comme un voile recouvrant une réalité plus fondamentale dans laquelle « les produits s'échangent

1. Jean-Baptiste Say, *Cours d'économie politique et autres essais*, Paris, Garnier-Flammarion, 1996.

2. Irving Fisher, *Le Pouvoir d'achat de la monnaie*, trad. fr., Paris, Librairie Giard et Brière, 1926.

3. Christian Tutin, *Une histoire des théories monétaires par les textes*, Paris, Flammarion, 2009.

4. Jean-Pascal Benassy, « Théorie du déséquilibre et fondements microéconomiques de la macroéconomie », *Revue économique*, septembre 1976.

5. Marcel Mauss, « Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques » In *Sociologie et Anthropologie*, Paris, PUF, 1973. Georg Simmel, *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF, 1987.

6. André Orléan, *L'Empire de la valeur, refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011.

7. À distinguer des deux autres écoles « régulationnistes » qui se sont efforcées de dépasser les limites de l'analyse économique orthodoxe, de façon concomitante avec les développements de la crise systémique. Voir Paul Boccard, « La première école française de la régulation et les deux systèmes ouverts : système théorique marxiste et système économique capitaliste », extrait de *Issues, Cahiers de recherches de la revue Économie et Politique* n° 32 (1988), réédité dans *Passion et Patience de la créativité révolutionnaire*, Paris, 2018.

8. Michel Aglietta et André Orléan, *La Violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982. Michel Aglietta et André Orléan (dir.), *La Monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998.

9. Nicolas Piluso, « Postulat de la monnaie et théorie de la valeur chez Marx », *Revue de la régulation*, [En ligne], 15, 1^{er} semestre / Spring 2014, <<http://journals.openedition.org/regulation/10721>>.

10. Arnaud Leparmentier, « Stephanie Kelton, économiste de Bernie Sanders et vedette aux États-Unis », *Le Monde*, 3 juin 2019.

contre des produits», selon la formule érigée en «loi des débouchés» par Jean-Baptiste Say¹.

C'est là un des fondements des différents courants qu'on peut rattacher au libéralisme, en particulier de la pensée néoclassique constituée en réaction à la progression du mouvement socialiste et des idées marxistes à la fin du XIX^e siècle, et qui domine aujourd'hui de façon écrasante la littérature économique. Cette école postule la capacité du marché à réaliser l'allocation optimale des ressources en équilibrant l'offre et la demande de chaque bien utile. C'est une autre façon de dire que crises, chômage ou inflation n'existeraient pas si rien – ni mobilisations sociales, ni interventions publiques – ne venait perturber l'établissement de l'équilibre général des marchés guidés par les critères de la rentabilité capitaliste.

Une version particulièrement simpliste de la doctrine libérale est entrée dans l'histoire de la pensée économique sous le nom de théorie quantitative de la monnaie². Partant de la constatation que, toutes choses égales par ailleurs, une économie a d'autant plus besoin de monnaie que le montant total des achats et des ventes y est élevé, elle postule que le niveau général des prix est proportionnel à la quantité de monnaie en circulation. À long terme, augmenter la quantité de monnaie ne pourrait donc que provoquer une hausse du niveau général des prix.

Pour soutenir ce point de vue, il faut supposer que «toutes choses sont égales par ailleurs» et qu'on peut tenir comme négligeables les conditions d'émission de la monnaie, les critères qui président à sa mise en circulation, les relations de pouvoir qui y sont associées, la possibilité pour un agent économique de conserver son argent ou de le placer en titres financiers au lieu de le dépenser pour acheter d'autres biens.

En particulier, le système financier (banques et banques centrales, Bourses, fonds de placement...), n'aurait pas d'autre rôle que de canaliser l'épargne vers l'investissement, sans avoir d'autre influence sur les mécanismes censés établir l'équilibre entre ces deux grandeurs.

C'est là ignorer la principale utilité du système bancaire, qui est sa capacité, par le crédit, à mettre à la disposition de l'économie des moyens de paiement au-delà de l'épargne initialement disponible, en anticipant une création future de richesses (et de la part qui pourra, alors, en être épargnée).

La conception libérale de la monnaie a fait l'objet, dès ses premières formulations³, de deux critiques convergentes.

D'une part, dans la pratique, il n'est pas vrai que «les produits s'échangent contre des produits». Le marché est un lieu où ils s'échangent contre... de l'argent⁴. Le

détenteur d'une somme d'argent peut décider de l'échanger contre un produit ou contre un service qui lui est offert, mais il est toujours maître de décider de conserver son argent pour un autre usage, voire pour n'en faire aucun usage (ce qu'on appelle la thésaurisation). Keynes, après Marx, a tiré les conséquences de ce que cette propriété de la monnaie peut créer des situations durables de sous-emploi.

On peut en effet considérer l'existence de crises dans l'économie de marchés capitaliste comme une réfutation empirique de la théorie néoclassique. C'est bien pourquoi son influence a connu une relative éclipse au milieu du XX^e siècle, dans les trois décennies qui ont suivi la crise des années 1930.

D'autre part, le pouvoir attaché à la détention de la monnaie en fait tout autre chose qu'un simple instrument pratique des échanges dont la fonction économique tiendrait à la nature des choses. Il faut un consensus de tous les échangistes pour décider qu'une marchandise particulière (par exemple, des coquillages, des pointes de flèche, des morceaux d'or ou d'argent, ou des signes écrits qui les représentent...) aura pour fonction spéciale de représenter n'importe quelle marchandise dans les échanges. Cela signifie que la monnaie est une institution. Et c'est sur ce point qu'insiste la deuxième conception dominante de la monnaie.

La monnaie, une institution entre les mains de l'État ?

Cette deuxième tradition, que nous qualifierons ici d'«institutionnelle» ou de structuraliste, s'appuie sur les ressources de la sociologie et de l'anthropologie⁵. Elle considère la monnaie comme une institution politique avant d'être une réalité étroitement économique. Elle rejette l'idée que l'invention de la monnaie serait une conséquence de l'apparition du marché et elle soutient au contraire que «le développement de la production marchande n'est que la conséquence de la quête monétaire.»⁶

Une succession d'auteurs allant des théoriciens allemands de l'État (Knapp) à l'«école parisienne de la régulation»⁷ tire de cette nature institutionnelle de la monnaie la conclusion qu'il revient à l'État de garantir l'existence de ce bien public qu'est l'institution monétaire^{8 9}.

Une expression simplifiée de cette conception – un peu à la façon dont la théorie quantitative de la monnaie simplifie la conception libérale – a attiré récemment l'attention, sous l'appellation de «théorie monétaire moderne», depuis qu'elle est défendue par une partie de la gauche démocrate américaine, se réclamant de l'économiste Stephanie Kelton¹⁰. Cette «théorie chartaliste de la monnaie», comme



on l'appelle aussi parfois, postule que l'État, et l'État seul, a toute légitimité pour mettre des signes monétaires en circulation.

Concrètement, l'État pourrait donc créer de la monnaie sans limite (par lui-même ou, de façon institutionnellement plus réaliste, *via* la banque centrale) pour financer des investissements publics ou dans une action conjoncturelle pour combattre une récession. Une idée à la mode dans la récession vertigineuse que nous vivons est celle de la « monnaie hélicoptère » : il suffirait que la banque centrale distribue de l'argent aux particuliers pour que ceux-ci se mettent à consommer, et les entreprises à investir et à embaucher.

Le point de vue de Keynes était moins simpliste. L'auteur de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* donne une grande importance aux motifs de détention de monnaie dans la régulation de l'économie. Il montre en particulier qu'il n'est pas au pouvoir des gouvernements de déterminer l'« efficacité marginale du capital » ; si cette grandeur, liée au taux de profit, est inférieure au taux de l'intérêt, les entrepreneurs préféreront détenir de l'argent plutôt que de décider des investissements matériels et des embauches. C'est là une des situations qui font que « le système économique où nous vivons... paraît capable de se maintenir pendant un temps considérable dans un état chronique d'activité inférieur à la normale »¹¹.

Cet aspect des choses peut expliquer le succès, puis l'échec des politiques qui se sont réclamées plus ou moins légitimement de Keynes, au sortir de la Deuxième guerre mondiale. Elles ont, entre autres moyens d'action, recouru à un contrôle étatique de la monnaie : étatisation des banques centrales, nationalisations de banques, encouragement à la demande de crédit par le maintien de taux d'intérêt inférieurs au taux de croissance de l'économie. Elles faisaient ainsi leur, explicitement ou implicitement, l'idée d'une nature institutionnelle de la monnaie.

On peut considérer que ces politiques ont compté pour beaucoup dans la prospérité économique qui

a caractérisé l'essor du capitalisme d'État social jusqu'au milieu des années soixante. Mais des phénomènes de plus en plus inquiétants ont mis fin à cette prospérité dans le deuxième tiers du xx^e siècle, et révélé une tendance durable à la suraccumulation de capital, analysable en termes keynésiens comme une faiblesse chronique de l'efficacité marginale du capital : récessions cycliques de plus en plus marquées, montée apparemment inexorable du chômage dans tous les pays développés, accélération de l'inflation des prix et des salaires jusqu'aux années 1980, puis report de l'inflation sur la hausse des prix d'actifs financiers et immobiliers, générateurs de krachs de plus en plus difficiles à « encaisser » par l'économie mondiale. On peut voir là une réfutation empirique de l'idée que l'action de l'État, y compris sur la monnaie, pourrait s'imposer contre les tendances les plus profondes de l'économie de marché capitaliste. C'est d'ailleurs l'échec de ces politiques qualifiées avec quelque approximation de keynésiennes qui a ouvert la voie au succès, dans les années 1970, de l'école dite monétariste, de Milton Friedman, armée d'une version rénovée de la théorie quantitative de la monnaie, qui a ouvert la voie aux politiques néolibérales imposées partout dans le monde quelques années plus tard¹².

La « grande récession » de 2008, et plus encore la nouvelle convulsion du capitalisme financiarisé et mondialisé révélée par la covid 19, ont mis en évidence les limites des deux théories dominantes de la monnaie qui viennent d'être évoquées schématiquement. La menace d'un effondrement du système financier occidental a obligé les banques centrales à répudier le monétarisme pour mener des politiques qualifiées de « non conventionnelles » qui se traduisent par une énorme création de monnaie centrale¹³. Mais la création étatique de monnaie, déjà très abondante avant la pandémie de la covid 19, s'est avérée de moins en moins efficace en termes de création de richesses réelles, dans un monde habité depuis des décennies par une tendance structurelle à la déflation, liée à l'exploitation des nouvelles technologies par les groupes multinationaux pour faire baisser le

11. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, traduction français, Paris, Payot, 1971.

12. Milton Friedman, « Le rôle de la politique monétaire », *American Economic Review*, vol. 58, n° 1, mars 1968 ; trad. fr. André Cabannes, reproduit dans Christian Tutin, *op. cit.*

13. On appelle ainsi la monnaie directement créée par les banques centrales, par opposition à la monnaie ordinaire créée par les banques commerciales.

coût du travail avec pour effet d'affaiblir la demande tout en réduisant l'efficacité de l'offre.

En somme, le contrôle de l'institution monétaire par l'État ne retire pas aux détenteurs de monnaie le pouvoir de décider s'ils vont en faire un usage productif ou non. On peut emprunter la conclusion de cette observation à Suzanne de Brunhoff :

[L'action de l'État] « s'insère dans le jeu de la circulation ; elle n'implique pas un pouvoir économique de l'État comme capacité de déterminer la valeur de la monnaie. Le pouvoir monétaire de l'État, qui est réel, dépend lui-même des "lois immanentes" de la circulation monétaire, c'est-à-dire de la détermination de la forme-monnaie dans la circulation simple... Le rapport social qui fonde l'existence et le rôle de la monnaie est celui de l'échange privé entre producteurs privés de marchandises. Il est l'indice d'une division essentielle de la société, sur quoi repose la puissance économique de la monnaie. C'est pourquoi le pouvoir monétaire de l'État est nécessairement limité par la puissance sociale que donne la monnaie aux particuliers qui la thésaurisent » (Suzanne de Brunhoff, *La Monnaie chez Marx*, Éditions Sociales, 1973).

Ces propos se réfèrent à un auteur, Marx, qui analyse la monnaie à partir des « lois immanentes » de l'économie marchande. La théorie marxiste va à notre avis plus loin que chacune des deux traditions dont nous venons d'évoquer quelques aspects, parce qu'elle pousse jusqu'au bout la conception de la monnaie comme « fait social total », en prenant en compte toutes ses dimensions institutionnelles, politiques, sociales, culturelles... mais sans perdre de vue que ces dimensions incluent ce qui fait de la monnaie une marchandise, une réalité liée au fonctionnement du marché.

La monnaie dans *Le Capital*

La monnaie fait l'objet de développements tout au long du *Capital*, jusqu'à certaines considérations concrètes relatives au crédit et aux marchés de capitaux, même si l'ouvrage se limite délibérément à l'exposé des « principes », des ressorts les plus fondamentaux « du mode de production capitaliste et des rapports de production et d'échange qui lui correspondent »¹⁴. Si le livre I l'introduit très tôt comme développement des contradictions de la marchandise, c'est seulement au livre II, consacré à la circulation du capital, qu'est décrit le cycle du capital argent, et c'est au livre III, consacré au « procès d'ensemble de la production capitaliste », que sont développés le rôle du capital financier, celui du crédit, celui des banques centrales, qui rapprochent le propos des phénomènes concrets que nous observons quotidiennement.

Les contradictions de la marchandise

Marx comprend la monnaie à partir des contradictions de la marchandise. Il ne décrit pas une évolution historique qui irait du troc à la monnaie, et qui d'ailleurs n'a pas eu lieu¹⁵. La monnaie n'est pas une solution technique à un problème pratique, son institution résulte du développement d'une contradiction, porteuse de toutes les déterminations sociales

qui constituent la société où se développe le marché et qui la distinguent d'autres types d'économies.

D'une part, échanger des biens et des services sur un marché n'est pas la seule façon d'organiser la production, la circulation, la répartition et la consommation. Par exemple, il existe des sociétés où la plupart de ces opérations ont lieu à l'intérieur de communautés familiales. Même dans les économies modernes, certaines d'entre elles sont gérées administrativement à l'intérieur même des entreprises et des groupes.

D'autre part, la circulation de biens et de services entre producteurs indépendants ne prend pas forcément la forme d'échanges entre équivalents, comme c'est le cas dans les échanges marchands. Par exemple, dans les civilisations traditionnelles, la valeur de ce que je reçois peut refléter le statut social de celui qui me le donne, et non celle d'une éventuelle contrepartie que je pourrais donner en échange¹⁶.

L'économie de marché est donc une forme particulière de relations économiques, où chaque marchandise paraît n'entretenir de relations qu'avec d'autres marchandises, et non avec des êtres humains. En réalité, ces relations sont porteuses de toutes les déterminations sociales et historiques qui relient ceux qui les produisent, qui les échangent et qui les consomment.

Les transactions qui s'opèrent en permanence sur les marchés ne sont possibles que parce que les vendeurs et les acheteurs considèrent qu'une certaine quantité d'une marchandise donnée est, d'un certain point de vue, identique à une certaine quantité de n'importe quelle autre marchandise. Ce que les marchandises ont en commun est ce qu'on peut appeler leur *valeur*.

Mais d'un autre côté, les marchandises diffèrent du tout au tout les unes des autres pour ce qui est de leur « forme naturelle » : ce sont des objets ou des services possédant certaines propriétés physiques, répondant à des besoins différents : c'est leur *valeur d'usage*. Qu'est-ce que des choses différentes en tout point peuvent avoir en commun qui permette de poser un signe d'égalité entre elles dès lors qu'elles sont susceptibles de faire l'objet d'échanges sur un marché ? Pas leurs propriétés physiques, leur valeur

14. « *Le Capital est plus exactement limité au moment crucial concernant la remontée, à partir de l'analyse de la forme essentielle de la marchandise, jusqu'au seuil de la réalité économique phénoménale concrète, réalité économique phénoménale qui est exclue en tant que telle de son plan* ». (Paul Boccara, introduction au *Capital*, Éditions sociales, Paris, 1975).

15. C'est un fait bien connu et popularisé par David Graeber (*La dette, 5000 ans d'histoire*, Les Liens qui libèrent (édition française), Paris, 2013).

16. Cf. David Graeber, *op.cit.*



Les transactions qui s'opèrent en permanence sur les marchés ne sont possibles que parce que les vendeurs et les acheteurs considèrent qu'une certaine quantité d'une marchandise donnée est, d'un certain point de vue, identique à une certaine quantité de n'importe quelle autre marchandise. Ce que les marchandises ont en commun est ce qu'on peut appeler leur *valeur*.



d'usage. La seule propriété qu'elles ont en commun est qu'il a fallu du travail humain pour les produire. La valeur des marchandises reflète la quantité de travail qu'il faut dépenser, en moyenne dans l'état actuel de la société et de la technique, pour les produire à partir des ressources fournies par la nature.

La différence entre valeur et valeur d'échange

Il faut souligner ici que la valeur ainsi définie *n'est pas* ce qu'on observe sur le marché, à savoir les proportions dans lesquelles les marchandises s'échangent effectivement entre elles. Ces proportions varient sans cesse en fonction de tout un ensemble de facteurs concrets qui font fluctuer, d'un instant à l'autre, l'offre et la demande. Il s'agit là de la *valeur d'échange* des marchandises, que Marx distingue soigneusement de la valeur : celle-ci ne fait que déterminer, en moyenne, le rapport autour duquel la valeur d'échange gravite sans cesse.

« Mais le rapport d'échange peut exprimer ou la valeur même de la marchandise, ou le plus ou le moins que son aliénation, dans des circonstances données, rapporte accidentellement. Il est donc possible qu'il y ait un écart, une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur, et cette possibilité gît dans la forme prix elle-même. C'est une ambiguïté qui, au lieu de constituer un défaut, est au contraire une des beautés de cette forme, parce qu'elle l'adapte à un système de production où la règle ne fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités qui, en moyenne, se compensent, se paralysent et se détruisent mutuellement » (*Le capital*, livre I, chapitre III, p. 87-88).

Lorsque les échanges sont systématiques, on peut véritablement parler de marché, et la contradiction entre valeur et valeur d'usage s'approfondit.

La monnaie, dépassement des contradictions de la marchandise

La solution relative de la contradiction est la désignation d'une marchandise spéciale, que l'on ne va plus considérer pour sa valeur d'usage mais pour sa valeur : elle peut alors représenter la valeur de n'importe quelle marchandise avec laquelle elle s'échange.

Marx précise :

« Le développement historique de l'échange imprime de plus en plus aux produits du travail le caractère de marchandise et développe en même temps l'opposition que recèle leur nature, celle de valeur d'usage et de valeur. Le besoin même du commerce force à donner corps à cette antithèse, tend à faire naître une forme valeur palpable et ne laisse plus ni repos ni trêve jusqu'à ce que cette forme soit atteinte par le dédoublement entre marchandise et argent » (L. I, p. 78-79).

L'échange de marchandises faisant appel à la monnaie comme intermédiaire constitue dès lors la circulation marchande. Le prix d'une marchandise est sa valeur d'échange contre la monnaie qui, comme toutes les valeurs d'échange, fluctue sans cesse au gré des circonstances qui l'écartent plus ou moins de la référence constituée par la valeur de cette marchandise et par la valeur de la marchandise qui sert de monnaie (historiquement, l'or et l'argent à

l'époque moderne), c'est-à-dire par la façon dont la production de ces deux marchandises s'inscrit dans l'ensemble de opérations économiques et dans la division du travail.

La marchandise socialement sélectionnée comme monnaie remplit ainsi les fonctions classiques que la pensée économique, depuis ses origines, lui assigne : unité de compte, moyen de paiement, réserve de valeur. Marx poursuit en observant que dans l'exercice concret de ses fonctions la substance matérielle de la marchandise monnaie peut être représentée par des signes immatériels : écritures comptables dès les premiers marchands des civilisations antiques et dans les banques modernes, dénomination faciale des pièces mises en circulation par les autorités politiques à partir du VI^e siècle avant J.-C., et finalement billets émis par les banques centrales. Ce remplacement de la monnaie par de purs symboles, sans qu'elle perde pour autant sa nature de marchandise, atteint son comble dans les économies contemporaines. Il est complet depuis longtemps dans l'exercice de la fonction d'unité de compte et dans celle d'intermédiaire dans la circulation des marchandises, en vertu de « la tendance naturelle de la circulation à transformer les espèces d'or en un semblant d'or »¹⁷. Le processus a mis plus de temps à parvenir à son terme dans l'exercice de la fonction de réserve de valeur, lorsque l'or est demandé pour ce qu'il est devenu en devenant monnaie : l'équivalent de toute richesse possible. Son maintien dans les réserves de change des États modernes est la trace lointaine de cette propriété du système monétaire, même après la suspension définitive, en août 1971, de la convertibilité en or du dollar, clé de voûte du système monétaire international.

Marx analyse ensuite l'importance du crédit dans l'accumulation du capital à partir d'une « théorie monétaire du crédit »¹⁸.

Une théorie monétaire du crédit

La possibilité d'un achat et d'une vente à crédit est inhérente à la fonction de moyen de paiement que la monnaie remplit dans la circulation des marchandises, dès lors que le moment où la marchandise entre en possession de l'acheteur et celui où le paiement en argent est remis au vendeur peuvent être dissociés dans le temps. Le rôle du crédit et des banques prend toute son importance dans le processus d'accumulation capitaliste, où l'avance d'argent ne porte plus seulement sur le paiement de marchandises existantes mais où elle devient la condition de la production de futures marchandises.

Cela tient à la place tout à fait particulière que la monnaie tient dans le fonctionnement du système capitaliste (voir encadré). Une économie dotée du marché et de la monnaie n'est pas forcément capitaliste. Elle le devient quand l'accumulation d'argent, et non plus l'accession à tels ou tels biens ou services utiles, devient le but de la production et des échanges.

Le schéma M-A-M' de la circulation simple, symbolisant les échanges dont la motivation réside dans la valeur d'usage des marchandises, laisse place au schéma A-M{P}M'-A' où le but est d'obtenir, à l'issue du processus de production {P} une somme d'argent

17. *Le Capital*, livre I, chapitre III, p. 103, Éditions sociales, Paris, 1976.

18. Suzanne de Brunhoff, *op. cit.*

A' accrue dans la proportion la plus élevée possible au regard de la mise initiale A.

Un point crucial de cette analyse est que les opérations de production, indispensables à la mise en valeur du capital, exigent une avance d'argent. Sans «A», pas de production, pas de plus-value, pas d'accumulation du capital... Cette avance d'argent peut venir d'un héritage, de profits antérieurs, d'un apport d'actionnaires extérieurs, le cas échéant d'aides publiques et, de façon déterminante dans les économies contemporaines, de l'emprunt. Les banques modernes et leur capacité à mettre en circulation des signes représentatifs de monnaie, d'équivalent général de toute richesse, avant que le processus de création de ces richesses ait commencé, ont démultiplié le potentiel de développement du capitalisme.

«Le dédoublement de la marchandise en marchandise et argent est une loi de la manifestation du produit comme marchandise. De même, la production capitaliste suppose, tant au point de vue social qu'individuel, le capital sous forme monétaire ou capital-argent comme *primus motor* [premier moteur] pour toute nouvelle affaire à ses débuts et comme moteur permanent». (*Le Capital*, livre II, chapitre XVIII, p. 310).

Le capital, c'est donc de l'argent qui cherche à se mettre en valeur, c'est-à-dire à s'accroître le plus possible d'un argent supplémentaire. Mais il ne peut pas le faire sans se convertir en capital productif: machines, bâtiments, matières premières, et force de travail rémunérée en salaires et productrice de valeur. Ensuite, la vente des marchandises produites convertit de nouveau ce capital en argent dont une partie est accumulée sous forme de profit.

Le livre II du *Capital* est consacré à l'étude de ce cycle du capital, de A à A' puis de nouveau à A', etc. Le premier chapitre porte sur le cycle du capital argent. Le chapitre suivant, qui porte sur le cycle du capital productif, met en évidence un problème. Il montre que l'élargissement du capital productif (ce qu'on appellerait, en termes comptables, l'investissement), suppose qu'une quantité suffisante de plus-value ait été accumulée pour permettre l'achat de nouveaux équipements et l'augmentation des dépenses en capital circulant (matières premières, énergie...) et en salaires. Cela se traduit par la thésaurisation d'une partie du capital argent, qui reste sans emploi – sans mise en valeur – pendant plusieurs cycles, en attendant que les profits accumulés le portent à un montant suffisant: situation contraire à toute la logique de l'accumulation du capital, fondée sur la rentabilité!

Le développement d'un «système de crédit» apporte une solution à ce problème et fait l'objet de développements dans le livre III et particulièrement dans sa cinquième section.

Le «système de crédit», que nous appellerions plutôt aujourd'hui le système monétaire et financier (en opérant une distinction entre banques et marchés de titres), met à la disposition des entrepreneurs capitalistes l'argent nécessaire aux avances de production, avant même qu'ils aient pu tirer cet argent de l'exploitation du travail humain.

Le crédit permet ainsi d'accélérer l'accumulation au-delà des limites du taux de profit individuel.

Cet effet de levier a une contrepartie: il accroît les risques de déséquilibres et la violence des crises. Lorsque le capital accumulé sous forme d'argent réclamant sa rentabilité devient trop abondant au regard de la capacité du capital à extraire du profit de la force de travail, cette suraccumulation conduit à des phénomènes de dévalorisation du capital qui peuvent être destructeurs. Si, de plus, le capital ainsi accumulé a été emprunté au système bancaire, l'effet de levier démultiplie d'autant la violence de ces destructions. Au ^{xx}e siècle, Hyman Minsky, après Marx et dans la lignée de Keynes, a attaché son nom à la description de ce phénomène.

Cette puissance particulière du capital bancaire lui confère un potentiel révolutionnaire sur lequel Marx insiste.

«Voici les deux aspects de la caractéristique immanente du système de crédit: d'une part, développer le moteur de la production capitaliste, c'est-à-dire l'enrichissement par exploitation du travail d'autrui pour en faire le système le plus pur et le plus monstrueux de spéculation et de jeu, et pour limiter de plus en plus le petit nombre de ceux qui exploitent les richesses sociales; mais, d'autre part, constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production – c'est ce double aspect qui donne aux principaux défenseurs du crédit, de Law jusqu'à Isaac Péreire, leur caractère agréablement mitigé d'escrocs et de prophètes.» (*Le Capital*, livre III, chapitre XXVII, p. 412-413).

Le pouvoir de la monnaie et comment le conquérir

La conception marxiste de la monnaie, parce qu'elle ancre l'institution monétaire dans les contradictions de la marchandise, de leur production, de leur circulation, de leur répartition et de leur consommation, permet de proposer une interprétation des limites des conceptions dominantes évoquées dans la première partie de cet exposé.

Il n'est pas au pouvoir de l'État de modifier la valeur de la monnaie, car ce serait contraire aux «lois immanentes de la circulation marchande». Ce sont les conditions de production des marchandises, y compris de celle qui sert de monnaie, qui fixent cette valeur et la façon dont elle régule les prix, c'est-à-dire les valeurs d'échange exprimées en monnaie. Il est utopique de croire qu'on pourrait changer les lois du système économique capitaliste sans agir sur la façon dont il fonctionne comme capital productif: la production, les critères de gestion des entreprises, les pouvoirs qui, en régime capitaliste, subordonnent ces critères de gestion à la rentabilisation du capital. C'est déjà la critique que Marx adressait au projet de «banque du peuple» de Proudhon. Elle peut aussi expliquer qu'au ^{xx}e siècle les projets monétaires de Silvio Gesell ou de Jacques Duboin soient restés du domaine de l'utopie¹⁹. Elle conduit à relativiser la vogue un peu hâtive dont la «théorie monétaire moderne» a pu jouir de nos jours.

Mais il serait tout aussi utopique de croire, à l'inverse, qu'on pourrait mettre en cause le capitalisme sans s'attaquer à la façon dont il fonctionne comme capital argent. C'est ce qui donne une importance toute

19. Michel Herland «*Perpetuum mobile*» et crédit gratuit. Deux propositions oubliées pour améliorer le fonctionnement d'une économie monétaire», *Revue économique*, volume 28, n° 6, 1977. p. 938-973.

particulière aux institutions – banques, banques centrales – qui ont le pouvoir d’agir sur la valeur d’échange de la monnaie.

« Chez Marx la différence essentielle entre valeurs d’échanges (exprimées en monnaie par les prix) et valeurs explique des transferts de valeurs et des dominations sociales irréversibles, ainsi que des monopolisations de monnaie donc de pouvoir d’achat et de pouvoir social dans une société marchande et *a fortiori* dans la société capitaliste, mais aussi les crises provoquées par les excès de transferts à partir de l’inflation des prix et du crédit comme dans le boom inflationniste (conduisant à la suraccumulation), écrit Paul Boccara²⁰.

Ce pouvoir est maximal dans les économies contemporaines où la marchandise monnaie est remplacée dans toutes ses fonctions par des symboles immatériels, gérés par les banques et par les banques centrales. « Toute l’histoire de l’industrie moderne prouve qu’en réalité il ne faudrait de monnaie métallique que pour assurer le solde des paiements du commerce international dès lors que son équilibre serait momentanément rompu si la production intérieure était organisée, écrivait déjà Marx. Dès maintenant, à l’intérieur d’un pays, on n’a plus besoin de monnaie métallique : ce qui le prouve, c’est la suspension des paiements en numéraire édictée par les banques dites nationales, qu’on tient pour l’unique moyen de salut et auquel on a recours dans les cas extrêmes ». (*Le Capital*, p. 476). De nos jours, l’ancrage aux métaux précieux a même été levé même dans les relations monétaires internationales, depuis l’effondrement du système de Bretton Woods et la suspension de la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971. Cette révolution monétaire rend immatériel le lien entre les signes monétaires et la valeur de la monnaie ; elle la fait reposer sur la capacité du dollar, monnaie mondiale de fait, à représenter valablement la valeur des marchandises. Mais cette capacité est fragile et elle appelle à aller jusqu’au bout de la révolution monétaire en ancrant le système monétaire international dans une monnaie émise en fonction du potentiel de développement de toute l’humanité. C’est le sens profond des débats lancés en 2009 par le gouverneur de la banque centrale chinoise à propos de la transformation des droits de tirage spéciaux du FMI en un véritable instrument de réserve international, rejoignant une proposition formulée dès 1983 par Paul Boccara.

Perspectives de transformation

Particulièrement bien placées pour jouer sur les écarts entre valeurs et valeurs d’échange, les banques ont ainsi les moyens d’influencer la marche de l’économie en faveur de la rentabilité du capital. Mais leur pouvoir monétaire pourrait être utilisé à de tout autres buts :

Les banques ont le pouvoir de créer de la monnaie si celle-ci est utilisée à certaines conditions de rentabilité. Mais il peut en être autrement et on peut imposer d’autres critères pour l’émission monétaire. C’est en ce sens qu’il y a un conflit de pouvoir de « souveraineté : l’argent pour le profit ou pour les êtres humains et la nature. C’est une bataille de souveraineté populaire et du vivant, pas une bataille

de souveraineté qui serait avant tout nationale, même si elle peut passer par des leviers nationaux, à conquérir, aussi bien que par des leviers européens et internationaux, mondiaux. Ce qui compte c’est d’abord le sens : dans quel but la monnaie est utilisée. Cela passe par conquérir un pouvoir sur l’usage de la monnaie de crédit, c’est-à-dire de la création monétaire. Telle est la révolution à l’ordre du jour d’une nouvelle civilisation », écrit Frédéric Boccara²¹.

Deux caractéristiques de l’économie contemporaine peuvent venir renforcer les effets de la révolution monétaire évoquée au paragraphe précédent pour préparer les conditions d’une telle révolution.

En premier lieu, la monnaie émise par les banques modernes n’est pas limitée à l’usage des classes dirigeantes, comme cela a été le cas jusqu’au milieu du ^{xx} siècle. De nos jours, tout un chacun doit posséder un compte en banque – sous peine d’exclusion sociale – et une masse des dépôts bancaires sont des dépôts des salariés. Cela confère aux banques un véritable caractère de service public, tout à fait contradictoire avec leur mobilisation au seul service de la rentabilisation du capital privé. Faire appel à leur responsabilité sociale et écologique, à la faveur de la révolution monétaire évoquée au paragraphe précédent, est devenu un enjeu politique massif.

En second lieu, et plus fondamentalement encore peut-être, la révolution informationnelle – le remplacement de certaines fonctions du cerveau humain par des machines, avec un potentiel révolutionnaire encore plus grand que celui du remplacement par des machines de certaines fonctions de la main dans la révolution industrielle – fait monter dans toutes les opérations économiques des rapports très différents des rapports marchands. Plutôt qu’à l’appropriation privée de marchandises et de moyens matériels de production, elle appelle au partage des informations, de leurs coûts de production et des avantages attachés à leur usage. Plutôt que la baisse du coût du travail comme condition de rentabilisation du capital, elle ouvre la possibilité d’un nouveau type de croissance de la productivité fondé sur le développement des capacités humaines et des dépenses (salaires, formation, services publics) qui y contribuent. Sous cette poussée, un dépassement du marché de l’argent, conjointement avec le dépassement du marché des biens et services et du marché du travail, devient une perspective concrète.

On peut-on l’envisager, à deux conditions. La première est le développement des luttes sociales et des batailles d’idées autour du mot d’ordre « conquérir des pouvoirs pour une autre utilisation de l’argent ». La deuxième est la traduction des rapports de force ainsi obtenus dans des institutions nouvelles, ce que nous avons pu résumer sous la formule des « sept leviers pour prendre le pouvoir sur (l’utilisation de) l’argent »²² :

- conquête de pouvoirs des salariés dans les entreprises, avec un droit de propositions alternatives aux gestions patronales et d’accès aux crédits bancaires pour financer ces projets ;

- conquête de pouvoirs des citoyens sur le comportement des banques à l’échelon local, sur le modèle du *Community Reinvestment Act* aux États-Unis ;

20. Paul Boccara, « Théories de la régulation et suraccumulation-dévalorisation du capital », *Issues*, n° 34, 2^e trimestre 1989.

21. Frédéric Boccara, « La monnaie pour Marx », *Économie et politique*, n° 252-253, mars-avril 2017.

22. Denis Durand, *Sept leviers pour prendre le pouvoir sur l’argent*, Éditions du Croquant, Paris, 2017.

- conférences régionales et fonds régionaux pour l'emploi et la formation réunissant les représentants de toutes les forces économiques et sociales (syndicats, associations, élus locaux, représentants des entreprises et des institutions financières, administrations économiques) en vue de mobiliser le crédit bancaire avec des outils d'intervention économique (bonifications d'intérêts, garanties d'emprunts) en faveur de projets répondant à des critères précis en matière économique (création de valeur ajoutée dans les territoires), sociale (emploi, salaires, formation) et écologique (économies d'énergies et de matières premières);
- pôle financier public agissant de concert avec ces fonds régionaux et avec un fonds national pour l'emploi et la formation, comme fer de lance de l'engagement du système financier en faveur d'une nouvelle mission de service public: sécuriser l'emploi et la formation;
- nouvelle sélectivité de la politique monétaire avec une modulation des conditions de refinancement des crédits bancaires en fonction d'objectifs sociaux et écologiques;
- transformation des achats de titres par les banques centrales en un «*qualitative easing*» bénéficiant à

un fonds de développement économique, social et écologique à l'échelle de l'Union européenne, porteur de projets de développement des services publics démocratiquement élaborés, décidés, menés à bien et contrôlés dans les différents États membres;

- financement des investissements prioritaires pour le développement de toute l'humanité (par exemple pour la recherche contre les épidémies) à l'aide d'une monnaie commune mondiale développée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, dans l'esprit évoqué plus haut.

Les révolutions qui bouleversent la civilisation contemporaine – avec des manifestations telles que la crise conjointement sanitaire et économique que nous connaissons en ce moment – mettent en évidence une responsabilité collective de l'humanité: responsabilité écologique, responsabilité dans la gestion et le partage des informations sur des réseaux dont une caractéristique est d'être mondiaux, mais aussi responsabilité monétaire. 50 000 *traders*, autant de dirigeants de banques centrales, de banques, de multinationales, décident des choses les plus importantes pour 7 milliards d'êtres humains. Jamais l'urgence de remédier à cet état de fait n'a été aussi criante. ■

Les rapports d'argent, spécificité du capitalisme

Ce que l'on connaît de mieux de Marx, c'est l'élucidation de la façon dont l'accumulation du capital résulte de l'exploitation de la force de travail salariée: le travailleur vend sa force de travail pour un temps donné au possesseur du capital. La plus-value, c'est-à-dire la différence entre la valeur produite pendant ce temps et le salaire versé, est appropriée par les capitalistes et devient alors un profit qui vient s'accumuler, totalement ou en partie, au capital existant pour relancer un nouveau cycle de production et de mise en valeur sur une base élargie.

Ce qu'on remarque moins souvent, c'est la spécificité du capitalisme parmi les différents modes de production. Cette spécificité ne réside pas dans l'exploitation ou dans la propriété privée des moyens de production: elles existent dans l'esclavage ou dans le féodalisme. Ce qui est spécifique du capitalisme, c'est que les rapports d'exploitation passent par des rapports d'argent.

La vente de la force de travail contre un salaire s'effectue en apparence librement sur le libre-marché du travail; mais cette liberté cache un rapport de pouvoir: le prolétaire, possesseur de sa seule force de travail, n'a pas d'autre choix que de la vendre; en revanche, le possesseur de l'argent peut décider d'acheter la marchandise proposée, ou de garder son argent pour un autre usage. Cette inégalité de situation est dans la nature de la monnaie. Elle donne au contrat salarial la substance d'un lien de subordination. Concrètement, elle est la base de la précarité intrinsèque du salariat: la partie de la population qui n'a pas réussi à vendre sa force de travail est au chômage, et le reste de la population est en permanence exposé à y être renvoyé, même si les luttes sociales du XIX^e et du XX^e siècles ont réussi à introduire des éléments de sécurité dans le contrat de travail – éléments de sécurité eux-mêmes précaires lorsque le rapport de force se modifie au détriment des salariés dans un contexte de crise de l'accumulation du capital, comme on l'observe depuis les années 1980.

Ces rapports d'exploitation supposent que l'employeur ait les moyens de faire l'avance de l'argent nécessaire au paiement des salaires et à l'acquisition des moyens de production: c'est aussi par là que l'argent est au cœur de ce qui fait du capitalisme ce qu'il est. En régime capitaliste, jouir de la propriété des moyens de production, c'est exercer le pouvoir de décider à quoi est utilisé l'argent.